

Les Maisons des Associations de Roubaix, Tourcoing et Dunkerque (toutes membres du réseau national des Maisons des Associations, RNMA) ont invité, le mardi 23 février, les listes candidates aux élections régionales, à venir débattre sur:

## Situation et enjeux de la vie associative, quelle politique du Conseil régional?

Un débat pour une réalité associative « régionale »,  
Des propositions trop consensuelles? les associations en attente...

Pour la première fois, les MDA de Roubaix, de Tourcoing et la MVA de Dunkerque ont souhaité interpellé collectivement les politiques sur la vie associative en Région. 6 listes candidates ont répondu à l'appel, et ont accepté de présenter leur vision du monde associatif.

Animé par Pierre Mathiot, directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille, cet échange avec les candidats fut l'occasion privilégiée de réfléchir aux politiques du Conseil Régional.

Il y a un consensus des candidats sur l'importance des associations, mais quelles seront les politiques portées par le Conseil Régional? Quelles actions pour aider le développement des associations?

Les Associations en Nord Pas de Calais, c'est:

- 150 000 associations
- 275 000 bénévoles
- 120 000 emplois

Elles interviennent dans tous les secteurs: santé, insertion, formation, informatique, économique...Elles sont réactives, proches des besoins de la population, innovantes et militantes.

Plus précisément: Quelle reconnaissance de l'utilité sociale des associations? Comment empêcher la concurrence et favoriser les subventions? Comment co-construire? Comment observer la réalité associative? Comment accompagner les bénévoles?

Les candidats: Mme Cau (Europe Ecologie), M. Dubrul (NPA), M. Matejko (Front de Gauche), M. Rappeneau (UMP), M. Vandierendonck (PS), M. Verspieren (Modem); ont tous répondu à ces questions et nous ont donné leurs visions politiques, voire leurs propositions, le tout en 7 mn. C'était un exercice difficile mais réussi.



**Pour la liste UMP**, il s'agit d'engager une véritable politique régionale de la vie associative, en encourageant l'esprit d'engagement, le dialogue avec le monde associatif. Ils proposent d'organiser les « *assises régionales de la vie associative* », de répartir les financements dans le cadre de contractualisation pluriannuelle, et de soutenir la formation des bénévoles.

**Pour le Front de Gauche**, c'est « *L'humain d'abord* », soit un esprit de coopération, de désintéressement, en opposition aux futures directives européennes. Ainsi ils en appellent à la désobéissance civique afin de préserver la spécificité associative. Par contre, il s'agit de renforcer le lien social, et « *les outils de souveraineté populaire, pour une réussite dans la durée!* »

**Pour le Parti Socialiste**, seule la région peut essayer de limiter la casse due au désengagement de l'Etat, et de se battre « *sur le front européen* » (baisse du FSE). La Région soutiendra les réseaux, la mutualisation, l'emploi. Notamment par la création de 3000 emplois. Enfin, il s'agit de se battre pour la place des associations dans la politique de la ville et de renforcer le FPH, outil de démocratie.

**Pour Europe Ecologie**, la grande force des associations (cf chiffres) est le pou-

voir d'agir collectivement, de créer de nouvelles activités (« *ses emplois sont non délocalisables* »), et sont parfois des organes de résistance. Ils proposent d'aller plus loin avec la charte, de sécuriser les financements en améliorant les CPO, et de développer des fonds dédiés gérés par la société civile.

**Pour le NPA**, Ils proposent de ne pas financer les « riches » mais de soutenir

la vie associative. Il s'agit de limiter les tracasseries administratives, de soutenir davantage les associations qui ne reçoivent pas de financement, ou celles qui s'engagent là où ne va pas l'Etat. Ils proposent plus de souveraineté directe dans l'octroi de fonds. « *Et S'il faut résister et se battre, ils seront là* ».

**Pour le Modem**, l'investissement des associations est considérable dans la richesse de la Région, « *les associations ne coutent pas mais rapportent* ». La valorisation du bénévolat (dans les budgets par exemple) et la reconnaissance (contractualisée) des actions d'intérêt général auprès des institutions est nécessaire. Le service civique serait aussi un chantier important.

Ainsi, tous ont reconnus que les propositions du RNMA portaient intérêt pour la Région. Cependant, le débat a révélé qu'il était difficile d'appréhender la réalité associative, et d'évaluer le poids des associations dans le budget régional. Ce débat a aussi montré que les acteurs associatifs n'attendent pas les politiques pour mutualiser leurs capacités d'action et porter une parole commune. Aussi, l'avenir pour les associations n'est-il pas encore écrit avec l'évolution des politiques européennes, celle de l'emploi et la réforme des collectivités locales... Mais elles seront toujours là!